

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIVIUM ALUMINIUM PACKAGING France

370 route de Marcollin
38270 Beaurepaire

Références : 2025-Is052TN2
Code AIOT : 0006102813

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement TRIVIUM ALUMINIUM PACKAGING France implanté 370 route de Marcollin 38270 Beaurepaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection, elle a porté en particulier sur la thématique des COV qui est majeure sur cette installation en raison des activités de traitement de surface qui y sont exercées.

Suite à cette inspection, un projet de prescriptions sera envoyé à l'exploitant afin de prendre en compte les dispositions du BREF STS retranscrit par l'AM du 3 février 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVIUM ALUMINIUM PACKAGING France
- 370 route de Marcollin 38270 Beaurepaire
- Code AIOT : 0006102813
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site exploité par Trivium à Beaurepaire dispose de 8 lignes de production servant à la production d'emballages en aluminium. Ces emballages sont créés à partir de pions en aluminium qui subissent différentes opérations de transformation mécanique et de traitement de surface.

L'activité du site TRIVIUM de Beaurepaire relève de la Directive relatives aux émissions polluantes dite IED. Elle est classée sous la rubrique 3670 relative aux activités de traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques. Le site est soumis au BREF STS en tant que BREF principal. Dans ce cadre, l'exploitant a remis en 2021 son dossier de réexamen (DDR) afin d'évaluer sa conformité aux meilleures techniques disponibles. Les conclusions du BREF STS ont été retranscrites en droit français par l'arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques. Elles seront applicables au site TRIVIUM à compter du 9 décembre 2024.

L'installation est également encadrée par des décisions préfectorales : l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 janvier 2002 et l'arrêté préfectoral complémentaires du 11 mai 2011.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/01/2002, article 3	/	Demande d'action corrective	2 mois
2	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
3	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
4	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté ministériel du 03/02/2022, article 3.9.1.2 Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 4	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Respect des VLE	Arrêté ministériel du 03/02/2022, article 3.9.1.2 Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 4	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	Conditions d'exploitation autres que	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.4	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	normales				

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été constatées, dont certaines déjà constatées les années précédentes. L'inspection n'est pas en mesure de statuer sur le respect de plusieurs valeurs limites applicables à l'installation et des demandes d'action correctives sont adressées pour permettre à l'inspection de statuer dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2002, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : L'usine comporte les installations classées pour la protection de l'environnement :

Activités	N° de référence	Classement
- Travail des métaux (886 kW)	2560-1	A
- Dégraissage des métaux (6 x 700 l perchloréthylène puis 8 x 900 l de lessive)	2565-2a	A
- Application et séchage de peintures et vernis (250 l/j)	2940-2 a	A
- Combustion de gaz FOD (3 MW + 6 MW)	2910-A 2	D
- Emploi de fluide caloporteur (600 l)	2915-2	D
- Compression d'air (400 kW)	2920-2b	D
- Dépôts de peintures et solvants (40 t)	1432-2b	D
- Dégraissage à l'aide de liquides inflammables (440 l # 0,4 t)		NC

Constats :

L'inspection a interrogé l'exploitant sur le niveau de ses activités vis-à-vis du tableau des rubriques du site.

L'installation transforme des « pions » en aluminium en emballages métalliques. Les « pions » subissent différentes étapes de transformation mécanique pour être transformés en « ébauches » : barattage, filage, rognage et brossage.

Les ébauches subissent différentes étapes de traitements de surface après une opération de lavage. Elles subissent donc un vernissage intérieur, un laquage, une impression et un sur-vernissage. Après chacune de ces quatre étapes, les pièces sont cuites et à l'issue de la dernière cuisson, l'extrémité des pièces sont retreintes.

Enfin, les pièces sont mises sur des palettes et préparées pour l'expédition.

Différentes activités correspondant à du travail mécanique des métaux sont donc réalisées : barattage, filage, brossage, rognage, retreinte. L'exploitant n'a pas su donner la puissance exacte des machines participant à ces opérations, la puissance limite visée par l'arrêté préfectoral est d'après lui respectée compte tenu du démantèlement de la ligne n°7 qui induit une diminution de la puissance totale des machines. A noter que la puissance totale est a minima de 655 kW, soit la puissance de presses servant au filage des pièces.

Concernant l'activité de dégraissage mentionnée dans le tableau des rubriques, elle renvoie à

l'activité de nettoyage réalisée sur les ébauches. L'exploitant a indiqué à l'inspection que le perchloroéthylène n'était plus employé, seul de la lessive est utilisée mais l'opération de lavage varie par son volume d'une ligne à l'autre (2, 3 ou 4 rinçages). L'activité relève aujourd'hui de la rubrique ICPE n°2563.

Concernant l'activité d'application et séchage de peintures et vernis mentionnée dans le tableau des rubriques associée à la rubrique ICPE n°2940, elle renvoie aux différentes opérations de traitement de surface : vernissage, laquage et impression.

Depuis la modification de la nomenclature des ICPE introduite par Décret n° 2013-375 du 2 mai 2013, la rubrique IED n°3670 « Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques » a été créée et exclut de son application le classement sous la rubrique ICPE n°2940. L'exploitant a demandé par courrier du 8 juillet 2015 le bénéfice de l'antériorité et a proposé à l'administration que la rubrique n°3670 soit retenue comme activité principale dans le cadre de l'application de la directive IED. L'activité d'application et de séchage de laques et vernies de l'installation relève donc de la rubrique IED n°3670.

L'exploitant connaît sa consommation annuelle de laques, vernis et est capable d'estimer sa consommation moyenne quotidienne de produits de traitement de surface qui est d'environ 20 kg par heure ou 150 l par jour. La valeur limite mentionnée par l'arrêté préfectoral est respectée mais l'exploitant ne connaît pas les valeurs maximales d'utilisation de ces produits et devrait les déterminer pour se comparer aux seuils de la rubrique n°3670.

Concernant l'activité de combustion, l'exploitant exploite deux chaudières et cette activité n'a pas évolué depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral de 2002 selon lui. D'après l'audit énergétique réalisé en 2015, deux chaudières sont en place mais présentent une puissance de 3850 kW et de 1660 kW. D'autres chaudières réservées au chauffage des eaux de lavage présentent une puissance de 5,2 MW. La puissance totale de ces activités de combustion dépasse la puissance visée par l'arrêté préfectoral et n'est donc pas conforme.

L'inspection n'a pas évalué le niveau d'activité des rubriques ICPE relevant de la déclaration, elle a cependant constaté en faisant le tour du site qu'au moins 30 fûts de 200 litres de liquides inflammables étaient entreposés dans le magasin à l'entrée du site et qu'un stock de palette de bois se situait dans le bâtiment principal.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant se positionnera vis-à-vis des rubriques ICPE n°2560, 2565, 2910 et 2915 (la rubrique ICPE 2920 a été supprimée par le décret n°2018-900 du 22/10/18) afin que l'inspection mette à jour le tableau des rubriques de l'installation.

L'exploitant devra donner la liste des machines en place relevant de la rubrique ICPE 2560 ainsi que leur puissance exacte.

L'exploitant devra donner le volume maximal de lessive susceptible d'être utilisée, par ligne de production, lors des opérations de lavage et confirmer que seule de la lessive est employée.

L'exploitant fournira la liste de l'ensemble des appareils de combustion en place, en précisant le combustible employé et la fonction de ces appareils pour permettre à l'inspection de statuer sur

l'activité de combustion exercée sur le site.

L'exploitant entrepose des substances inflammables, il doit les recenser et déterminer de quelle rubrique ICPE ces dernières sont susceptibles de relever en tenant compte de leur point éclair, de leur mention de danger ou simplement de leur nature : voir les rubriques 1436, 4330, 4331 et autres rubriques 4XXX. L'inspection alerte l'exploitant sur le fait que la rubrique ICPE 4330 est dotée d'un seuil de déclaration fixé à 1 t et d'autorisation fixé à 10 t et qu'il est susceptible de dépasser. Il fournira à l'inspection les éléments relatifs à l'antériorité de cette activité s'il souhaite profiter des bénéfices de l'antériorité.

L'exploitant déterminera le volume et la quantité maximale de palettes entreposées dans son installation, pour lesquelles l'activité d'entreposage relevant de la rubrique ICPE n°1532.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I

Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui avait été retenue : délai de 3 mois

Prescription contrôlée :

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

Demande d'action corrective n° 1 (délai : 3 mois) adressée à l'issue de la visite d'inspection du 26/06/2024 : l'Inspection demande à TRIVIUM de lui transmettre l'inventaire complet des points d'émission à l'atmosphère de son usine en précisant leurs caractéristiques (hauteur, diamètre, vitesse d'éjection, polluants rejetés etc).

Constats :

Suite à la demande d'action corrective adressée dans le rapport de la visite d'inspection du 26/06/2024, l'exploitant a transmis par courriel du 13 février 2025 une liste de points de rejets avec certaines de leurs caractéristiques.

L'inspection a examiné la ligne 10 sachant que chaque ligne fonctionne actuellement de façon similaire. Les étapes d'application de vernis, de laques et de surverniss sont capotées et équipées d'aspiration. A l'issue de ces étapes d'application, ainsi que de celle d'impression, les produits sont transportés vers un four pour « fixer » le produit. Les lignes ne sont pas capotées entre l'application d'un produit et la cuisson. L'étape d'impression n'est pas équipée d'aspiration, 410 kg

de solvants y ont été utilisés en 2023.

Les vernisseuses situées en début de ligne disposent d'un rejet à l'atmosphère sans aucun équipement de traitement du rejet. A l'exception du cas des vernisseuses situées en début de ligne, les émissions associées au laquage et au survernissage sont canalisées et traitées par un incinérateur, ainsi que les émissions de l'ensemble des fours.

Les ligne 8 et 10 ont été raccordées à l'oxydateur RTO mis en place en fin d'année 2024 et les lignes 1, 2 et 3 qui étaient raccordées à l'incinérateur n°1 ont également été raccordées à l'oxydateur RTO (l'incinérateur n°1 a été démantelé).

Les lignes 21, 22 et 23 sont raccordées à l'incinérateur n°2.

Comme indiqué lors de la dernière visite d'inspection, la ligne 7 a été démantelée.

Le courriel du 13 février liste les 8 rejets associés aux vernisseuses, leurs dimensions et leur débit moyen (à l'exception des rejets des vernisseuses des lignes 21 et 22). Des informations relatives aux polluants émis ont également été transmis, qu'il s'agisse des opérations de vernissage ou de laquage. L'exploitant a indiqué que les lignes 21 et 22 étaient à l'arrêt lorsque les débits ont été relevés pour répondre à cette demande et il ne disposait pas de ces données le jour de l'inspection.

L'exploitant a expliqué que les rejets des vernisseuses n'étaient pas raccordées aux incinérateurs en raison de la température de ces rejets, qui sont trop faibles et génère une sur-consommation de gaz mais aussi des bypass (sous une certaine température les incinérateurs ne traitent plus les rejets).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant remettra le tableau suivant complété afin que l'inspection mette à jour l'arrêté d'autorisation du site. Il ajoutera également les rejets associés à l'activité de combustion si les émissions des appareils sont bien canalisés :

Rejet	Hauteur en mm	Diamètre	Débit nominal en Nm3/h
Vernisseuse Ligne 1	1540	310	1639
Vernisseuse Ligne 2	1400	310	1734
Vernisseuse Ligne 3	1530	310	1583
Vernisseuse Ligne 21	1390	240	?
Vernisseuse Ligne 22	1520	310	?
Vernisseuse Ligne 23	1800	310	1811

Vernisseuse Ligne 8	1750	250	?
Vernisseuse Ligne 10	1700	220	?
Incinérateur 2	?	?	?
RTO	?	?	?
Chaudière n°1	?	?	?
Chaudière n°2	?	?	?
Etc...			

Il est également demandé à l'exploitant de se positionner sur l'application des valeurs limites d'émissions relatives aux composés organiques visés à l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 et Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié, compte tenu de la composition des surverniss adressée à l'issue de la visite d'inspection. Il devra indiquer en particulier si l'installation est susceptible de dépasser le seuil de 0,1 kg/h de composés organiques visés à l'annexe III, de même pour les composés organiques volatils halogénés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants (PGS)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 3 mois

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Demande d'action corrective n° 6 (délai : 3 mois) adressée à l'issue de la visite d'inspection du 26/06/2024 : l'Inspection demande à TRIVIUM de procéder à une révision de son PGS concernant :

- les modalités d'estimation des termes O1 et O5 : en utilisant les mesures en COVT et les proportions de solvants émis ;
- le calcul du terme O4 : ce dernier doit être déduit et non estimé ;
- les estimations de O6 et O8 : en ne comptabilisant en O8 que les quantités de solvants réellement régénérés et non celles incinérées ;
- les autres termes impactés par les modifications susmentionnées.

À défaut de pouvoir mettre en œuvre la méthodologie préconisée par l'INERIS, TRIVIUM devra justifier que les méthodes alternatives retenues présentent moins d'incertitudes que celles de référence.

Constats :

L'exploitant avait apporté des éléments de réponse à la demande d'action corrective n°6 dans son courriel du 13/02/2025.

Il a notamment indiqué que la diversité des solvants utilisés était source d'incertitude quant à l'estimation des termes O1 et O5 du PGS. L'exploitant a précisé que le terme O4 était bien déduit et non estimé et l'exploitant avait indiqué qu'il tiendrait compte des modifications demandées dans le PGS relatif à l'année 2024 alors que c'est une révision du PGS réalisé en 2023 qui était demandée.

L'Inspection a consulté le PGS du 18/03/2025 téléversé sur la plateforme de déclaration des émissions polluantes GEREPE et analysé les différents termes du PGS :

I1 : ce terme correspond aux solvants achetés et utilisés. Dans le cas de l'installation, ce terme correspond également aux solvants utilisés (I1+I2) et aux solvants consommés (I1-O8) puisque le site ne réalise pas de récupération de solvants (O8 est nul) et n'utilise pas de solvants récupérés dans le cadre d'une régénération interne (I2 est nul) .

L'exploitant connaît le détail des produits contenant des solvants utilisés sur ces lignes à partir des données relatives aux stocks en début et fin d'année et aux achats. Le terme I1 qu'il détermine correspond bien aux produits achetés et utilisés et non pas qu'achetés.

Les solvants utilisés (ou consommés vu que O8=0) sur les lignes sont contenus dans les laques, vernis et encres. L'exploitant a établi une liste des produits employés sur ces lignes contenant des solvants et il leur a attribué un % de solvant obtenu à l'aide des fiches de données de sécurité ou des fiches techniques des produits.

Des solvants sont également contenus dans le MEC employé dans le local de nettoyage.

L'exploitant avait transmis certaines de ces FDS à l'inspection en février 2025 pour illustrer la difficulté d'attribuer un % de solvants aux produits, des fourchettes de part de solvants dans les produits sont en effets présentés sur les FDS comme sur la FDS relative à la laque blanche.

I2 : ce terme correspond aux solvants recyclés et réutilisés sur site, l'exploitant a confirmé qu'aucune activité de la sorte n'était réalisée.

Les émissions totales de l'installation peuvent être déterminées suivant deux équations :

$I1-O5-O6-O7-O8$

ou

$O1+O2+O3+O4+O9$

Les émissions diffuses peuvent également être déterminées suivant deux équations :

$I1-O1-O5-O6-O7-O8$

ou

$O2+O3+O4+O9$

Les différentes inconnues O_i sont présentées ci-après.

$O1$: ce terme correspond aux émissions canalisées dans les gaz résiduaire, l'exploitant le détermine ce dernier par soustraction entre les émissions totales et les émissions diffuses, connaissant $I1$ et après avoir calculé les termes $O4$, $O5$, $O6$ et $O7$.

Le calcul de $O1$ n'est pas satisfaisant compte tenu des hypothèses faites pour déterminer le terme $O5$ mais aussi $O4$ (qui n'aurait pas à être considéré pour déterminer $O1$ vu les équations présentées ci-dessus).

$O2$ et $O3$: comme dans le cadre du précédent PGS, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'aucun solvant n'était rejeté dans des effluents aqueux ou contenus dans ses produits, ces termes sont donc considérés comme nuls.

$O4$: ce terme désigne les émissions non captées, les émissions diffuses.

L'exploitant l'a déterminé par différence entre des émissions totales et les émissions canalisées.

Or, les émissions totales ont été déterminées à partir du terme $O5$, soit la quantité de COV abattue, à partir de données sur le rendement des incinérateurs et d'hypothèse sur les quantités de COV captées et traitées par les incinérateurs. L'exploitant n'a pas déduit $O5$, il a fait l'hypothèse du résultat.

$O5$: ce terme désigne la quantité de solvants détruits par les incinérateurs

Dans le PGS de l'année 2024, les évolutions en termes d'incinérateurs de traitement sont bien expliquées : le RTO a été mis en place et l'incinérateur n°1 a été démantelé.

Le terme est calculé en recourant au rendement des incinérateurs et à la quantité de COV traitée.

La quantité de COV traitée est déterminée par l'exploitant ligne par ligne, à partir d'hypothèse sur

la part de COV captée aux différentes étapes du process (et donc sur la part d'émissions diffuses).

L'exploitant fait l'hypothèse que 100 % des solvants contenus dans les laques et les suvernins sont évaporés et captés par les fours, ce taux est de 72 % dans le cas des vernisseuses en début de chaîne.

L'hypothèse de la captation de 100 % des solvants issus des suvernins et des laques est erronée, or ce n'est pas le cas comme l'inspection l'a constaté sur le terrain.

L'inspection a indiqué à l'exploitant que formuler des hypothèses sur la part des émissions diffuses, pour déterminer la part d'émissions captées par les incinérateurs et ainsi déterminer les émissions diffuses ne pouvait pas être satisfaisante puisque cela revient à faire l'hypothèse du résultat.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que le taux de 72 %, qui n'est pas justifié dans le PGS, avait été déterminé dans les années 2000.

O6 : ce terme désigne la quantité de solvants contenus dans les déchets

Cette quantité est déterminée par estimation, 5% de solvants seraient contenues dans les chiffons, fûts et bidons souillés et 48,9 % dans les résidus de laques et de solvants. Il arrive à l'exploitant de traiter comme des déchets certaines matières premières (laques, vernis) pour des raisons de péremption des produits, il a donc une connaissance du % de solvant contenu dans les résidus de laques et de solvants éliminés.

A noter que l'exploitant a compté à tort la quantité de solvants évaporés dans le local de nettoyage sur ce poste là.

O7 : le site ne vend pas de solvants et n'est donc pas concerné.

O8 : ce terme renvoie aux solvants récupérés, il est nul.

O9 : ce terme renvoie aux solvants libérés d'une autre manière, il est également nul.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La méthodologie mise en place n'est pas satisfaisante, l'hypothèse de la part des émissions diffuses revient à estimer directement la part d'émissions diffuses et fausse la détermination du terme O5.

L'exploitant révisera sa méthodologie et fera de nouveau l'exercice de son PGS de 2024 pour permettre à l'inspection de contrôler le respect des différentes valeurs limites applicables au site et vérifier que l'exploitant mettra en place une méthodologie adéquate en 2026 (PGS 2025).

L'exploitant élaborera un plan de gestion conforme au point 4. de l'annexe à l'arrêté du 3 février 2022, il s'appuiera sur le guide de l'Ineris du 22 février 2009 relatif à ce sujet.

L'inspection proposera une mise en demeure au terme du délai proposé pour la réalisation de cette action si les éléments de réponse apportés ne sont pas jugés satisfaisants.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 03/02/2022, article 3.9.1.2 Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 4		
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques		
Prescription contrôlée :		
Article 3.9.1.2 Émissions diffuses de COV et émissions de COV dans les gaz résiduaire		
3.9.1.1. Émissions totales de COV		
L'exploitant respecte pour les émissions totales annuelles les valeurs limites d'émissions suivantes :		
Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	g de COV par m2 de surface revêtue/imprimée	3,5
En lieu et place des émissions totales annuelles, l'exploitant peut choisir de respecter les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de COV dans les gaz résiduaire précisés ci-après :		
3.9.1.2. Émissions diffuses de COV et émissions de COV dans les gaz résiduaire		
L'exploitant respecte, pour les émissions diffuses de COV la valeur limite d'émission suivante :		
Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle) Emissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants Pourcentage (%) des solvants organiques utilisés à l'entrée
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	g de COV par m2 de surface revêtue/imprimée	12
L'exploitant respecte, pour les émissions de COV dans les gaz résiduaire la valeur limite d'émission suivante :		
Paramètre	Unité	VLE (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
COVT	mg C/ Nm ³	20
Pour les unités utilisant une technique de concentration externe, par adsorption des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, en combinaison avec une technique de traitement		

de l'effluent gazeux, la VLE ci-dessous s'applique pour le gaz résiduaire du concentrateur. Les émissions provenant du concentrateur sont mesurées dans un conduit spécifique à cet effluent.

Paramètre	Unité	VLE (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
COVT	mg C/ Nm ³	50

3.9.1.3. Émissions en cas d'utilisation d'un traitement thermique des solvants organiques

Lorsque l'exploitant utilise un système de traitement thermique des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission suivantes :

Paramètre	Unité	VLE (1) (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
NOX	mg équivalent NO ₂ /Nm ³	100 (2)
CO	mg/Nm ³	100
COVT	mg C/Nm ³	20

(1) La VLE ne s'applique pas lorsque des effluents gazeux sont envoyés dans une installation de combustion.

(2) La VLE peut ne pas être appliquée si des composés azotés [par exemple, DMF ou NMP (N-méthylpyrrolidone)] sont présents dans les effluents gazeux.

ARTICLE 4 de l'arrêté préfectoral :

Les dispositions relatives aux émissions de COV figurant dans les articles 3.2. et 3.3. de l'arrêté préfectoral n°91-3193 du 9 juillet 1991, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Cas particulier des COV

1. Conditions générales de rejet

Numéro de conduit	Installations raccordées	Moyens de traitement
1	Ligne 1 (aérosol aluminium) Ligne 2 (bouteilles aluminium) Ligne 3 (aérosols aluminium)	Oxydateur thermique n°1
2	Ligne 21 Ligne 22 (aérosols aluminium) Ligne 23	Oxydateur thermique n°2
3 à 5: 1 conduit par ligne	Ligne 7 (aérosol aluminium) Ligne 8 (aérosol aluminium) Ligne 10 (aérosol aluminium)	Exutoires non raccordés aux oxydateurs thermiques

2. Valeurs – limites des concentrations

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère sont inférieures ou égales aux valeurs suivantes :

Installation rejet	Paramètres	Concentrations en mg/Nm3	Surveillance
Oxydateurs thermiques (1 et 2)	COV en carbone total	20	Tous les ans
Rejets non traités (3 à 5)	COV en carbone total	Application 75* Séchage 50*	Tous les ans sauf en cas de mise en œuvre d'un SME
	Formaldéhyde	20	Tous les ans sur chaque ligne
	Crésols	20	Tous les ans sur chaque ligne
	Naphtalène	20	Tous les ans sur chaque ligne

Constats :

L'exploitant a réalisé une surveillance des rejets des incinérateurs de l'installation le 14 avril 2025. Les mesures ont été réalisées de manière inopinée par un organisme accrédité, les deux points de rejet sont désignés « RTO 2 » et « CTO 1 » dans le rapport d'analyse.

Les « rejets non traités (3 à 5) » mentionnés au 2. de l'article 4 de l'arrêté préfectoral correspondent aux anciens rejets des lignes 7, 8 et 10 qui n'étaient pas raccordés à l'incinérateur et qui faisaient l'objet d'une surveillance annuelle.

L'inspection a évalué la surveillance réalisée sur ces rejets au retour de la visite d'inspection :

La dernière surveillance annuelle réalisée sur ces lignes lorsqu'elles n'étaient pas raccordées a été réalisée lors d'une intervention menée en juin 2024, elle n'a porté que sur les lignes 7 et 10 et la surveillance n'a pas été réalisée en 2025 puisque les lignes étaient raccordées. 4 rejets ont été analysés pour la ligne 10 (hotte vernis, four vernis, four laquage et four surverniss), 3 pour la ligne 7 (pas de résultats pour la hotte vernis).

Les COVt, formaldéhyde et naphtalène ont été mesurés mais pas les crésols pour le rejet du four de surverniss de la ligne 10 et sur le rejet de la hotte vernis les COVt, les naphtalènes et les crésols ont été analysés mais pas les formaldéhydes.

Concernant la surveillance du nouvel oxydateur RTO, le rapport indique à propos de la production nominale que l'exploitant ne l'a pas défini. L'exploitant a bien indiqué à l'inspection que sa production peut être irrégulière, les lignes ne fonctionnent pas simultanément. Dans le cadre du contrôle inopiné, 2 lignes fonctionnaient au début de la mesure, puis 5. La représentativité de la mesure réalisée se pose donc, le rapport ne précise pas le nombre de lignes en fonctionnement d'un essai à l'autre (3 essais de 30 minutes sont réalisés pour mesurer les

différents paramètres).

A noter que le PGS précise que le 22 janvier 2025, le rendement avait été mesuré à **99,6 %** (rendement identique qu'il s'agisse des COVtotaux ou COVnm), à l'issue du contrôle inopiné il a été mesuré à **98,6 %** sur les COVtotaux, par rapport aux concentrations et non par rapport aux flux (débits en entrée non mesurés).

Le débit des gaz sec en sortie était de 24 000 Nm³/h lors de la mesure (le rapport mentionne 3 essais, les trois sont exactement les mêmes) et leur température de 169°C. Le débit des gaz en entrée n'a pas été mesuré en amont et l'hypothèse a été faite qu'il était équivalent au débit aval. L'inspection a pu relever la température des gaz de sortie lors de la visite du site à partir d'un tableau de contrôle, la température des gaz était de 159°, le débit des gaz n'était pas mentionné.

Concernant l'incinérateur CTO, une ligne était en fonctionnement lors du contrôle inopiné, la ligne 23. Pour cette mesure aussi, le rapport indique que l'exploitant n'a pas défini de production nominale.

Le débit des gaz secs mesuré lors du contrôle inopiné était de 18 100 Nm³/h en aval de l'incinérateur, la température était de 140°C, ces paramètres n'ont pas été mesurés en amont.

Le jour de l'inspection, le tableau de contrôle présentait comme indicateur :

- débit : 5470 Nm³/h
- température gaine 113 °C

le rendement a été mesuré à 92,5 % lors du contrôle inopiné,
A noter que l'exploitant a procédé au changement du lit catalytique de l'incinérateur et le rendement de l'incinérateur était passé de **97,8 % à 99,3 %** d'après le PGS se fondant sur des mesures réalisées en juin 2024 et en janvier 2025 (2 lignes fonctionnaient). Les rendements mis en avant dans le PGS sont donnés en COVnm, alors que pour les COVt le rendement de l'incinérateur serait passé de **96,2 % à 96,5 %** si on se fonde sur les mesures réalisées en juin 2024 et janvier 2025 et le rendement ressortant du contrôle inopiné est de **92,5 %** sur COVt (voir paragraphe suivant).

Le rapport du contrôle inopiné indique que l'installation n'est pas émettrice de méthane et que seuls les COVtotaux ont été mesurés en amont. Les COVnm et COVtotaux ont été mesurés en sortie. Le rendement est normalement calculé sur les flux mais compte tenu du fait que l'hypothèse a été faite que le débit en entrée et en sortie étaient identiques et qu'il n'a pas été mesuré en entrée, cela revient alors à calculer le rendement sur les concentrations. Le rapport rend donc compte d'un rendement de **92,5 %**, sans présenter de détail sur le calcul. Les concentrations moyennes en COVtotaux déterminées en amont et en aval sont de 83,4 mg/Nm³ et de 5,3 mg/Nm³, le rendement par rapport à la concentration serait donc de **93,7 %**.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection ayant évalué la surveillance réalisée sur les lignes anciennement non raccordées qu'au retour de la visite d'inspection, il est demandé à l'exploitant de donner des éléments d'explication sur le contenu de cette surveillance (deux lignes sur trois surveillées, seul 3 rejets sur 4 pour une d'entre elles et liste des paramètres surveillés non exhaustive).

L'inspection alerte l'exploitant sur la représentativité des résultats de surveillance et de leur exploitation dans son PGS.

Les configurations de production sont multiples (8 lignes de productions raccordées à deux équipements de traitement, des dizaines de produits utilisés), cela nuit à la représentativité des résultats de surveillance et contribue à une forte variabilité comme c'est le cas pour le rendement.

Il est par conséquent important de fiabiliser l'évaluation des termes O1 et O5 du PGS, par des mesures plus régulières des COV (en entrée et en sortie des incinérateurs, avec mesure du débit en entrée) et un suivi des performances des incinérateurs dans le temps. L'exploitant peut pour cela mettre en place une surveillance continue des COV sur ses incinérateurs.

L'exploitant devra recourir à des rendements représentatifs dans son PGS relatif à l'année 2025, après avoir défini le fonctionnement représentatif de son installation (temps de fonctionnement moyen des lignes en 2025) lors duquel les rendements doivent être mesurés. S'il n'y parvient pas, la mise en place d'une surveillance continue lui sera prescrite par arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Respect des valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 03/02/2022, article 3.9.1.2
Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 3.9.1.2 Émissions diffuses de COV et émissions de COV dans les gaz résiduaire

3.9.1.1. Émissions totales de COV

L'exploitant respecte pour les émissions totales annuelles les valeurs limites d'émissions suivantes :

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	g de COV par m2 de surface revêtue/imprimée	3,5

En lieu et place des émissions totales annuelles, l'exploitant peut choisir de respecter les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de COV dans les gaz résiduaire précisés ci-après :

3.9.1.2. Émissions diffuses de COV et émissions de COV dans les gaz résiduaire

L'exploitant respecte, pour les émissions diffuses de COV la valeur limite d'émission suivante :

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle) Emissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants Pourcentage (%) des solvants

		organiques utilisés à l'entrée
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	g de COV par m2 de surface revêtue/imprimée	12

L'exploitant respecte, pour les émissions de COV dans les gaz résiduaire la valeur limite d'émission suivante :

Paramètre	Unité	VLE (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
COVT	mg C/ Nm ³	20

Pour les unités utilisant une technique de concentration externe, par adsorption des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, en combinaison avec une technique de traitement de l'effluent gazeux, la VLE ci-dessous s'applique pour le gaz résiduaire du concentrateur. Les émissions provenant du concentrateur sont mesurées dans un conduit spécifique à cet effluent.

Paramètre	Unité	VLE (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
COVT	mg C/ Nm ³	50

3.9.1.3. Émissions en cas d'utilisation d'un traitement thermique des solvants organiques

Lorsque l'exploitant utilise un système de traitement thermique des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission suivantes :

Paramètre	Unité	VLE (1) (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
NOX	mg équivalent NO ₂ /Nm ³	100 (2)
CO	mg/Nm ³	100
COVT	mg C/Nm ³	20
(1) La VLE ne s'applique pas lorsque des effluents gazeux sont envoyés dans une installation de combustion. (2) La VLE peut ne pas être appliquée si des composés azotés [par exemple, DMF ou NMP (N-méthylpyrrolidone)] sont présents dans les effluents gazeux.		

ARTICLE 4 de l'arrêté préfectoral :

Les dispositions relatives aux émissions de COV figurant dans les articles 3.2. et 3.3. de l'arrêté préfectoral n°91-3193 du 9 juillet 1991, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Cas particulier des COV

1. Conditions générales de rejet

Numéro de conduit	Installations raccordées	Moyens de traitement
1	Ligne 1 (aérosol aluminium) Ligne 2 (bouteilles aluminium) Ligne 3 (aérosols aluminium)	Oxydateur thermique n°1
2	Ligne 21 Ligne 22 (aérosols aluminium) Ligne 23	Oxydateur thermique n°2
3 à 5: 1 conduit par ligne	Ligne 7 (aérosol aluminium) Ligne 8 (aérosol aluminium) Ligne 10 (aérosol aluminium)	Exutoires non raccordés aux oxydateurs thermiques

2. Valeurs – limites des concentrations

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère sont inférieures ou égales aux valeurs suivantes :

Installation rejet	Paramètres	Concentrations en mg/Nm ³	Surveillance
Oxydateurs thermiques (1 et 2)	COV en carbone total	20	Tous les ans
Rejets non traités (3 à 5)	COV en carbone total	Application 75* Séchage 50*	Tous les ans sauf en cas de mise en œuvre d'un SME
	Formaldéhyde	20	Tous les ans sur chaque ligne
	Crésols	20	Tous les ans sur chaque ligne
	Naphtalène	20	Tous les ans sur chaque ligne

Constats :

Le PGS de l'exploitant ne traite pas du respect de la valeur de 3,5 g de COV par m² de surface revêtue, il indique cependant « *Il est à noter que ce texte s'applique aux Entreprises soumises à la rubrique 3670 et que l'usine de Beaurepaire est depuis 5 ans au-dessous des seuils de classement de 150kg/h ou 200t/an définis par la nomenclature des installations classées (Code de l'environnement Articles R. 511-9 à R. 511-12 : Nomenclature des installations classées (Livre V, Titre 1er, Chapitre 1er, Section 2).* ».

L'inspection a alerté l'exploitant sur le fait que son site était bien considéré comme un site relevant de la directive IED, cette considération se fonde sur les capacités maximales du site et si l'exploitant venait à demander à ne plus bénéficier de cette rubrique, sa capacité de production

serait bridée et ne pourrait être rehaussée qu'à l'issue d'une procédure d'autorisation environnementale.

Les rejets des deux incinérateurs en place ont été analysés lors du contrôle inopiné réalisé en 2025.

Concernant le respect des VLE dans le cas du nouvel incinérateur RTO :

Les paramètres analysés en aval sont les suivants : O₂, CO₂, CO, NO_x, COVT, CH₄, COV NM

Le rejet doit respecter les VLE définies par l'arrêté ministériel puisque l'arrêté préfectoral ne tient pas compte de son existence et elles sont respectées. La valeur moyenne de concentration de COVT rejetée est de 2,6 mg/m³, la valeur limite applicable est respectée. Les résultats de cette concentration allaient de 2,4 à 2,9 mg/m³ lors des 3 essais.

Concernant le respect des VLE dans le cas de l'incinérateur CTO :

Les paramètres analysés en aval du rejet sont les mêmes que dans le cas du second incinérateur et les valeurs limites sont respectées, la valeur limite en concentration mesurée est de 5,3 mg/m³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Vu le contenu du PGS, il n'est pas possible pour l'inspection d'évaluer convenablement le respect de la valeur limite de 3,5 g de COV par m² de surface revêtue.

L'exploitant devra se positionner sur le respect de cette valeur limite dans le cadre de la révision de son PGS de 2024, suivant le même délai prévu pour cette action corrective, c'est-à-dire 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.4

Thème(s) : Risques chroniques, Identification, maintenance et entretien des équipements critiques

Prescription contrôlée :

2.9.4. Emissions lors d'OTNOC

L'exploitant réduit la fréquence des OTNOC et réduit les émissions lors des OTNOC en appliquant les deux techniques énumérées ci-dessous.

Technique	Description
a.	Détermination des équipements critiques

b.	Inspection, maintenance et surveillance
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de liste relative aux équipements critiques, qui correspondent aux équipements permettant de réduire la durée des périodes durant lesquelles les fumées ne sont pas traitées.</p> <p>Il identifie cependant différents équipements critiques, c'est par exemple le cas de clapets disposés sur les lignes qui empêchent des arrivées d'air frais depuis les lignes à l'arrêt vers les incinérateurs qui peuvent passer en « by-pass » par manque d'effluents à traiter. Lors du fonctionnement des lignes, les clapets sont ouverts et permettent le traitement des Cov captés.</p> <p>Des ventilateurs sont également identifiés parmi les équipements critiques.</p> <p>La maintenance des appareils est en partie assurée par des prestataires, notamment en ce qui concerne le nouvel oxydateur RTO pour lequel les équipes en place acquièrent les compétences qui leur permettront d'assurer elles-mêmes cette maintenance à l'avenir. La fréquence de maintenance et son contenu varie en fonction des pièces, les ventilateurs d'extraction par exemple font l'objet d'une thermographie et d'analyses en laboratoire, le brûleur font l'objet d'une maintenance annuelle etc.</p> <p>Plusieurs paramètres sont suivis en continu sur les deux incinérateurs et permettent d'identifier des avaries (débit, intensité moteur, températures, pressions...). Des alertes sont transmises en cas d'arrêt et de panne des incinérateurs, les durées de fonctionnement sont enregistrées ainsi que les pannes suivant un format de données protégées.</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra se mettre en conformité avec cette prescription et :</p> <ul style="list-style-type: none"> - définir une liste des équipements critiques, - construire un programme structuré détaillant les opérations de maintenance préventives et curatives sur les équipements critiques pour optimiser leurs performances et leurs disponibilités. <p>L'exploitant reprendra dans son PGS relatif à l'année 2024 les taux d'indisponibilités des incinérateurs et les émissions associées à ces épisodes de dysfonctionnement.</p> <p>L'exploitant devra également présenter dans le PGS relatif à l'année 2025 les taux d'indisponibilités des incinérateurs et les émissions associées aux épisodes de dysfonctionnement au cours de l'année 2025. La mise en place d'une surveillance continue des incinérateurs pourrait aussi répondre à cette exigence et faciliter cet exercice.</p>	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 2 mois	